

CLÔTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE D'AUTOMNE

Cacophonie autour de la Constitution

Les présidents des deux chambres du Parlement et le chef du gouvernement ont évoqué la lancinante question de la révision de la Constitution à l'occasion de la clôture de la session parlementaire d'automne.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - « Nous espérons que la réponse à la demande de la révision de la Constitution de la part du président de la République interviendra bientôt », a assuré, hier, Abdelaziz Belkhadem en marge de la cérémonie de clôture de la session parlementaire d'automne. Le chef du gouvernement ne semble pas en savoir plus que le commun des Algériens. Révision par voie référendaire ou à travers la consultation du Parlement ? Belkhadem répond en évoquant les deux possibilités. « Dans le cas où le président décide de procéder à des amendements touchant les équilibres entre les institutions, cela exigera

un référendum » et « les amendements ne touchent pas ces équilibres, c'est au président de décider s'il faut aller vers un référendum ou se contenter de convoquer le Parlement ». Le président de l'Assemblée populaire nationale a son idée sur la question. « Le Parlement, du fait qu'il représente l'ensemble des courants politiques du pays, et eu égard au climat démocratique qui le caractérise, reste l'espace le mieux indiqué pour accueillir l'initiative de la révision de la Constitution (...) du fait qu'elle soit la loi suprême d'entre toutes les lois de la République et la source qui détermine les prérogatives des institutions de l'Etat qui assurent leur homogénéité ainsi que leur efficacité », déclarera Abdelaziz Ziari. Pour sa part, le président du Conseil de la nation est persuadé que la révision de la Constitution, qui doit assurer un troisième mandat présidentiel à Abdelaziz Bouteflika, est exigée par l'ensemble de la société algérienne. « L'amendement de la loi fondamenta-

le n'est plus une revendication exclusive d'une classe politique donnée ni d'une catégorie ou d'un groupe déterminé de la société. C'est une exigence imposée par la réalité et à laquelle adhèrent de larges catégories de la société. Cette importante exigence doit être sérieusement prise en considération dans l'intérêt du pays et de la nation », dira Abdelkader Bensalah dans son traditionnel discours de clôture de session. Le président du Sénat espère que son institution — qui célèbre en 2008 son dixième anniversaire — bénéficiera de plus larges prérogatives dans le cadre de la nouvelle Constitution. Bensalah est assuré de garder son statut de second personnage de l'Etat et le Conseil de la nation ne disparaîtra pas. « Le Conseil de la nation, faisant désormais partie des traditions politiques et institutionnelles du pays, sera maintenu même après la révision de la Constitution », a garanti Belkhadem.

T. H.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SÉTIF

Report de l'affaire du scandale des investissements de l'ENPC

Prévu hier, devant le tribunal correctionnel de Sétif, le procès de l'affaire dite des investissements de l'ENPC a été finalement reporté au 11 février prochain.

Dix prévenus, des hauts cadres de cette entreprise, à savoir A. Mohamed, 55 ans, ex-DG de la filiale Sofiplast (Sétif), S. Abdelmalek, 55 ans, ex-DG de la filiale Soexplast (Médéa), S. Belgacem, 62 ans, actuel DG du groupe, D. Ali, 59 ans, ex-DG de la filiale Sofiplast, D. Mustapha, 48 ans, ex-directeur central du groupe, D. Saïd, 46 ans, ex-directeur de l'unité Sofiplast, M. Hacène, 44 ans, actuel directeur technique à la Sofiplast, H. Mouloud, 56 ans, ex-P-dg de la Sofiplast, R. Mohamed, 58 ans, actuel DG de la Soexplast et enfin B. Abdelhalim, 43 ans, directeur-adjoint de la filiale Tarsi (Sétif), sont poursuivis devant le tribunal correctionnel pour passation de marchés non conforme à la législation, dilapidation de biens publics et abus de fonction.

Une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, puisqu'elle a touché une entreprise qui fut un des fleurons de l'industrie du plastique en Algérie. Selon l'arrêt de renvoi du juge d'instruction, l'affaire remonte au 23 février 2005 lorsque le responsable de la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Sétif avait établi un rapport sur la passation d'un marché douteux effectué par le groupe ENPC ayant engendré, selon le rapport de la police, un préjudice estimé à 14 milliards de centimes. S'étant saisi de cette affaire, le parquet va alors ouvrir une instruction judiciaire en confiant l'enquête à la section de recherche de la Gendarmerie nationale de Sétif.

Ainsi et après une minutieuse investigation réalisée par les éléments de la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale, qui a duré plusieurs mois, de nombreuses irrégularités ont été constatées dans l'achat des équipements de réhabilitation destinés aux filiales Sofiplast (Sétif) et Soexplast (Médéa) appartenant au groupe ENPC.

La déviation enregistrée dans le choix du partenaire cocontractant, avec contournement de la réglementation et transgression des règles à même de préserver les privilèges de la compétition, ont entraîné mécaniquement une distorsion des règles de la concurrence, au détriment des intérêts du groupe ENPC, pénalisant ainsi l'investissement et l'entreprise.

Selon l'arrêt de renvoi du juge d'instruction, l'enquête a permis de mettre à nu les dessous de l'affaire des investissements réalisés au niveau des plus importantes filiales du groupe. Le projet de réhabilitation de l'entreprise, initié en 2001 est passé de l'enveloppe de 35 milliards de centimes à plus de 70, pour acquérir des équipements high-tech. Durant la concrétisation des projets, les filiales concernées ont connu une instabilité

au niveau de leurs directions respectivement, et presque en même temps. En ce qui concerne la filiale de Médéa, avec le lancement des projets, le directeur de la filiale, M. K. Youcef, avait été limogé et remplacé par un cadre de l'entreprise, spécialisé en sécurité industrielle et environnement, S. Abdelmalek. Ce dernier s'est vu dessaisi du traitement des dossiers permettant le choix des fournisseurs. L'arrêt de la procédure avait été dicté par le groupe pour jumeler l'opération avec celle de même nature, engagée par la filiale Sofiplast-Sétif, alors que les deux filiales constituent deux personnes morales indépendantes l'une de l'autre. Le DG de Médéa n'avait jamais participé aux négociations avec les fournisseurs, avait signé tous les contrats et avenants, après que la filiale de Sétif eût finalisé le travail relatif au choix des fournisseurs.

Pour la filiale de Sétif, le dossier était dirigé par un ancien directeur, D. Ali, qui avait formé des commissions devant constituer les organes de contrôle interne. Après ouverture des plis en présence d'un huissier de justice et des soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges, la commission technique s'est penchée durant des mois à étudier et analyser les offres des soumissionnaires, l'enveloppe disponible était insuffisante pour atteindre les objectifs tracés initialement dans le choix des équipements, la banque ne voulant pas, au début, céder à la demande de rallonge. Le projet avait été réorienté vers des équipements moins onéreux, mais de haute technologie. Les conclusions de l'étude comparative de la commission technique des soumissionnaires finalistes avaient abouti à un choix reposant sur le fournisseur le plus avantageux sur le plan technique, à savoir la société allemande Khune. Et c'est cette démarche qui a été entérinée par la commission des marchés de la filiale, le 23 juin 2002. Deux jours plus tard, le partenaire cocontractant avait été informé de sa réussite à la compétition pour être convié à se présenter pour la signature du marché.

Le 26 juin 2002, le directeur général de la filiale, D. Ali, fut écarté de son poste pour occuper le poste de DGA (en restant chez lui, jusqu'à expiration de son contrat, en gardant bien sûr tous les avantages liés au poste, salaires, voiture, variables, portable...) ; à noter que les mêmes dispositions avaient été appliquées pour le DG sortant de la filiale Soexplast de Médéa, le 24 juin 2002. Le DG entrant à Sofiplast, H. Mouloud, dès sa prise de fonction, a mis de côté le travail des commissions, changé de cap et repris les contacts avec le fournisseur éliminé, à savoir Windmoller, une autre société allemande, avec qui il signe le

marché le 13 août 2002. Le DG de Médéa signera lui aussi le contrat avec Windmoller. Les marchés conclus supposaient la fourniture d'extrudeuses tri-couches et devaient permettre la réalisation d'une gamme de production de 7 produits. Au mois d'octobre 2002, les responsables de la filiale Sofiplast accompagnés du P-dg du groupe effectuèrent une mission en Allemagne pour discuter de l'aspect technique des équipements, ainsi que son plan de production. Au cours des discussions, il s'avéra que les équipements n'étaient pas en mesure de produire la gamme de produits contractuellement préconisée et que celle-ci sera réduite à 4. D'autres modifications ont été convenus par procès-verbal. Selon le juge d'instruction, le P-dg du groupe, à savoir S. Belgacem, aurait rejoint l'Allemagne via Tunis, une journée avant l'arrivée de son staff.

En mois d'avril 2003, un avenant relatif à la fourniture d'un groupe froid des extrudeuses avait été signé avec le même fournisseur. Une décision prise unilatéralement, sans l'aval d'aucune commission. Le montant des avenants ramènera le coût des extrudeuses à 3 711 000 euros, contre 2 800 000 euros proposé par le premier concurrent retenu, Kuhne. La renégociation des marchés déjà conclus avait finalement abouti à une réduction des performances des machines et une augmentation des surcoûts.

D'après le juge d'instruction chargé de l'affaire, un deuxième virage dans l'affaire avec le fournisseur des équipements a été effectué, il s'agit, cette fois, de l'élimination du P-dg de la filiale Soexplast-Médéa qui a été évincé par une résolution de l'AGEX du 22 février 2003. Quant au limogeage du P-dg de Sofiplast-Sétif, il a été effectué le 2 juillet 2003, juste au moment où celui-ci devait se rendre en Allemagne pour inspecter et signer les tests d'acceptabilité des équipements dans les usines du fournisseur. Un autre cadre fut désigné par le P-dg du groupe pour effectuer cette mission. Ce dernier signa la réception des machines en Allemagne ainsi que les tests de réception provisoire dans l'usine de l'acheteur. Les équipements, qui devaient entrer en production 6 mois après la signature des contrats, ont connu 13 mois de retard. La réception provisoire ne s'est faite que sur un seul produit au lieu de sept et a été déclarée fructueuse, alors que des traces de corrosion avaient été constatées sur des pièces maîtresses de la machine lors des essais. Le préjudice a été estimé par la justice à 250 millions de dinars. L'arrêt de renvoi fait état d'une machine ayant coûté la bagatelle de 5,5 milliards de centimes et qui n'est jamais entrée en activité. Aussi une importante quantité de matière première acquise pour un montant de 1,5 milliard de centimes, sera déclarée inutilisable puisqu'elle a dépassé la date de péremption.

La même démarche avait été adoptée avec le fournisseur espagnol Comexi sélectionné pour la fourniture des machines imprimantes. Les contrats signés en juillet 2002 d'un montant de 2 millions d'euros avaient été suivis de deux avenants (dont un avenant pour avenant), pour un montant de 902 000 euros. Les avenants concernent la fourniture des équipements qui n'ont rien à voir avec l'équipement initial (le marché en question). Cette procédure devrait requérir normalement l'aval des organes de contrôle des marchés, chose qui n'a pas été respectée. Par contre, la commande des équipements s'est effectuée dans les usines du fournisseur sur simple échange de fax entre le P-dg et son chef d'exploitation.

La machine « contre-colleuse » achetée par avenant s'avèrera par la suite improdutive et n'a jamais fonctionné, et ce, depuis son installation sur le site de l'ENPC, alors que les procès-verbaux des essais de réception de la machine attestent eux aussi qu'ils ont été fructueux. L'un des avenants a été domicilié à la banque avec des erreurs de calcul au profit du fournisseur d'un montant de 6 000 euros.

L'instruction a fait ressortir qu'au mois d'octobre 2002, le fournisseur Khune avait présenté une protestation concernant son évincement énigmatique auprès du chef du Gouvernement de l'époque, qui l'avait répercutée sur la société de gestion GEPHAC.

Selon une première expertise sollicitée par la justice, les décisions prises ont lourdement hypothéqué l'équilibre financier des filiales, parce que des enveloppes importantes en devises fortes ont été englouties sans dégrader des revenus suffisants. Le préjudice subi occasionné à ENPC, donc au Trésor public, est estimé à plus de 70 milliards de centimes uniquement pour les deux filiales et les pertes engendrées par cet investissement au niveau du groupe, représentées par les déficits cumulés depuis l'entrée en vigueur de l'investissement à fin 2005, s'élèvent à plus de 400 milliards de centimes.

L'expertise comptable sollicitée pour une demande d'assistance, inscrite sous la référence 06/559/2 BR en date du 7 juillet 2006, par le commandement de la Gendarmerie nationale, avec la réquisition du procureur de la République de Sétif pour étudier la conformité réglementaire des projets de réhabilitation, déterminer les infractions à la loi et en cas de non-respect des lois et règlements régissant la passation des marchés de déterminer le manque à gagner occasionné au Trésor public et situer les responsabilités, a démontré un manque à gagner de 1 111 858 euros, soit 125 759 514, 74 DA. Notons à la fin que les prévenus encourrent de lourdes peines allant de 5 à 10 ans de prison.

Imed Sellami

MOHAMED-CHÉRIF

ABBÈS À ORAN :

«Le ministre des Moudjahidine approuve l'appel de l'organisation nationale des invalides de guerre à un 3^e mandat présidentiel»

Invité en marge du 5^e congrès de l'organisation nationale des invalides de guerre, qui s'est tenu les 27 et 28 janvier 2008 à Oran et qui s'est soldé par la reconduction de leur président, M. Bouhafsi pour un autre mandat (2008-2012), Mohamed Chérif Abbès, ministre des Moudjahidine a saisi cette occasion pour exprimer son approbation totale quant à l'appel lancé en cette circonstance par l'organisation nationale des invalides de guerre qui invite le président Bouteflika à un troisième mandat.

Toutefois il a tenu à préciser : « pour ma part, je ne parle pas en terme de 3^e ou de 4^e mandat, il s'agit plutôt d'un appel à un renouvellement de son mandat ».

Et de poursuivre : « Lorsque l'heure sera à la campagne électorale, nous aurons à apporter des explications précises et détaillées sur tout ce qui se passe actuellement et nous ne donnerons pas l'occasion à ceux qui nous contredisent de tromper l'opinion ».

Même si pour l'heure la campagne pour la présidentielle n'a pas encore démarré, comme l'a d'ailleurs précisé le ministre, il s'est toutefois permis une « pré-campagne » en tenant un discours élogieux quant au travail réalisé par le président de la République, en ces termes : « C'est grâce à Bouteflika que l'Algérie a recouvré sa souveraineté et sa dignité à l'étranger. Nous ne lui offrons pas de cadeau mais nous l'encourageons et lui demandons de poursuivre ce qu'il a entrepris jusqu'à la ».

Concernant le soutien de son ministère aux invalides de guerre, il a, une fois de plus, soulevé un autre point qui sert, selon le ministre, le président Bouteflika, en précisant que « s'il y a un intérêt porté envers les invalides de guerre, c'est bien grâce aux orientations et aux encouragements du président à mon ministère pour servir au mieux leurs intérêts, dès lors tout le mérite lui revient ».

En plus de l'appel de son organisation adressé au président de la République quant à la révision de la Constitution et en particulier l'article 74, ainsi que sa représentation pour un 3^e mandat, le nouveau président de l'organisation nationale des invalides de guerre, a appelé le gouvernement ainsi que le président de la République à décentraliser l'usine d'appareillage des invalides de guerre.

A cela, le ministre apportera la solution en précisant que « la section Ouest se trouvant à Oran pourra être opérationnelle dans les mois à venir puisque le wali d'Oran a réglé le problème du logement des techniciens qui, pour la plupart habitent hors wilaya ». Autre revendication de M. Bouhafsi, l'étude de la classification des grands invalides.

A ce sujet précis, le ministre dira que son ministère poursuit son étude relative à une classification de tous les types d'invalidité qui seront répartis de 1 à 4 degrés, tout en annonçant que l'étude de cette classification a atteint le seuil de 60 à 70% d'avancement.

Amel B.